ASSEMBLÉE NATIONALE

18 novembre 2008

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2009 - (n° 1127)
(Seconde partie)
(Seconde délibération)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N° II - 26

présenté par
le Gouvernement

ARTICLE 35

État B**Mission "Sécurité"**

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(en euros)

Programmes	+	-
Police nationale	0	6 891 640
<i>Dont titre 2</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
Gendarmerie nationale	0	8 774 058
<i>Dont titre 2</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
TOTAUX	0	15 665 698
SOLDE	-15 665 698	

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement prend en compte les éléments suivants :

1) une majoration de crédits destinée à abonder, à titre non reconductible et conformément au souhait exprimé par votre commission des finances, de 46.500 € le plafond de la mission « Sécurité ».

Ces crédits seront imputés de la façon suivante :

- 2.000 € sur le programme « Police nationale », action 01 « Ordre public et protection de la souveraineté », titre 6, catégorie 64 ;

- 30.000 € sur le programme « Police nationale », action 02 « Sécurité et paix publiques », titre 6, catégorie 64 ;

- 5.000 € sur le programme « Police nationale », action 03 « Sécurité routière », titre 6, catégorie 64 ;

- 5.500 € sur le programme « Police nationale », action 06 « Commandement, ressources humaines et logistique », titre 6, catégorie 64 ;

- 4.000 € sur le programme « Gendarmerie nationale », action 04 « Commandement, ressources humaines et logistique », titre 6, catégorie 64.

2) une minoration des crédits de 15.712.198 € destinée à financer les mesures annoncées par le Président de la République en faveur de l'emploi.

Cette minoration de crédits est répartie de la façon suivante :

- -6.934.140 € sur le programme « Police nationale »;

- -8.778.058 € sur le programme « Gendarmerie nationale ».